

Avis adopté

Séance plénière du 25 octobre 2023

*Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste
Rapport annuel sur l'état de la France en 2023*

**Déclaration du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale
et environnementale**

Le constat du rapport sur l'état de la France de 2023, montre que les inégalités sont des Héritages historiques qui perdurent en France !

Les inégalités en France ont des racines profondes qui remontent à l'Ancien Régime et des classes sociales prédominantes de l'époque. Les privilèges de cette classe ont créé des déséquilibres économiques et sociaux qui perdurent encore aujourd'hui.

Elles sont également alimentées par des discriminations systémiques basées sur l'origine ethnique ou les traits physiques. Les personnes d'origine immigrée ou issues de minorités ethniques sont souvent confrontées à des barrières dans l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux opportunités de promotion sociale.

Les inégalités de revenus se reflètent également dans la fiscalité, avec des avantages fiscaux plus importants pour les plus aisés. Les sommes récoltées par les impôts et taxes sont réparties de manière inégale entre les différentes classes sociales.

Notre système éducatif est souvent critiqué pour sa reproduction des inégalités sociales. Les écoles défavorisées ont souvent des ressources limitées, des enseignants moins qualifiés et des taux d'échec scolaire plus élevés. Cela perpétue le cercle vicieux des inégalités, où les enfants issus de milieux socialement défavorisés ont moins de chances de réussir académiquement et professionnellement que leurs pairs plus aisés.

L'accès aux soins de santé est inégal en France. Les personnes les plus pauvres ont souvent du mal à subvenir à leurs besoins de santé, notamment en raison du coût élevé des compléments santé et de la baisse des remboursements de la Sécurité sociale.

Les écarts de richesse se creusent entre les régions, avec une concentration économique dans les grandes villes et des déserts économiques dans certaines zones rurales. Cela entraîne une inégalité d'accès aux services publics, aux infrastructures et aux opportunités économiques.

Le pouvoir d'achat en France a été un sujet de préoccupation constant au cours des dernières décennies. Les augmentations des prix des produits de première nécessité tels que l'alimentation, l'énergie et le logement ont rendu difficile pour de nombreux Français de maintenir leur niveau de vie. Cela a conduit à des tensions sociales accrues, car les individus et les familles luttent pour joindre les deux bouts et répondre à leurs besoins fondamentaux.

La pauvreté sociale est également un problème préoccupant dans la société française. De nombreux ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté et luttent pour payer leurs factures, se nourrir et se loger décemment. La pauvreté peut entraîner des problèmes de santé mentale, des difficultés d'accès à l'éducation et à l'emploi, ainsi que des inégalités sociales et économiques croissantes.

Ces problèmes de pouvoir d'achat et de pauvreté sociale créent des crispations nouvelles dans la société française. Les personnes économiquement vulnérables peuvent ressentir de la frustration, de l'injustice et de l'insécurité face à des inégalités économiques grandissantes. Cela peut à son tour alimenter la montée de mouvements sociaux et de protestations, tels que les manifestations des "Gilets Jaunes" en 2018, qui ont mis en lumière les inégalités économiques en France.

Les Français sont de plus en plus conscients des problèmes environnementaux et ressentent de l'éco-anxiété, une inquiétude grandissante face à l'avenir de la planète. Ils sont préoccupés par les conséquences du changement climatique, la dégradation de la biodiversité, la pollution de l'air et de l'eau, etc.

Cependant, cette inquiétude est souvent renforcée par une barrière financière qui les empêche de s'engager réellement dans la transition écologique. Les solutions écologiques sont souvent plus coûteuses que les alternatives traditionnelles, notamment en ce qui concerne les voitures électriques, les énergies renouvelables ou les produits bio.

Par conséquent, de nombreux Français se sentent impuissants face à la nécessité de changer leurs habitudes de consommation ou de réduire leur empreinte écologique. Ils ressentent le besoin de faire quelque chose, mais sont limités par leurs moyens financiers.

Certains acteurs politiques et économiques ont reconnu cette problématique et tentent de la surmonter en proposant des mesures d'incitation financière à la transition écologique. Par exemple, des subventions pour l'installation de panneaux solaires, des primes à la conversion pour l'achat de voitures moins polluantes, etc.

Cependant, ces mesures ne sont pas toujours suffisantes pour lever les barrières financières qui empêchent la pleine participation des Français à la transition écologique. De plus, il est nécessaire de prendre en compte les inégalités sociales, car ce sont souvent les personnes les plus précaires qui sont les plus touchées par les problèmes environnementaux et qui ont le moins de moyens pour y faire face.

En conclusion, les inégalités de pouvoir d'achat alimentent l'éco-anxiété, créant ainsi une pression psychologique et sociale sur les individus.

Les inégalités en France sont profondément enracinées dans divers domaines de la société et créent des déséquilibres majeurs. Pour réduire ces inégalités, il est nécessaire de mettre en place des politiques publiques visant à réformer le système éducatif, à lutter contre les discriminations, à revoir la fiscalité et à favoriser un développement économique plus équilibré.

Enfin, les Français font face à l'écoanxiété et ressentent le besoin de s'engager dans la transition écologique, mais sont souvent freinés par des obstacles économiques. Il est essentiel de trouver des solutions pour surmonter cette barrière financière et permettre à tous d'agir pour un avenir plus durable.

Mon groupe a voté pour.